



Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence

Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence 6, 7, 8 juillet 2007

QUELS CAPITALISMES POUR LE XXI^e SIECLE

Déclaration finale

Aix-en-Provence, 8 juillet 2007

Le capitalisme a triomphé. Saura-t-il surmonter sa victoire ? Les rencontres économiques d'Aix en Provence 2007 se sont interrogées sur l'existence ou non de capitalismes divers, sur leur convergence éventuelle et les modalités de cette cohabitation. Le cercle des économistes juge que la domination du capitalisme anglo-saxon n'est pas une certitude. Bien au contraire, c'est une pluralité de capitalismes qui s'imposera. Les économistes se doivent donc de s'interroger sur les conséquences de cette diversité durable. Même si les capitalismes, aujourd'hui comme hier, se nourrissent de valeurs communes, rien ne permet d'assurer que leur concurrence ne créera pas de tensions difficiles à surmonter. C'est à la recherche d'une gouvernance mondiale, de règles du jeu efficaces et équitables, tant dans les domaines économiques, financiers, sociaux et environnementaux que cette déclaration tente d'apporter des réponses.

I. LES CONSTATS

Le capitalisme a pour *noyau dur* la propriété privée des moyens de production, la coordination par les marchés et le respect des droits de propriété. Au-delà, il prend des formes très différentes ainsi, l'économie sociale de marché, longtemps caractéristique de l'Europe continentale, donne un rôle aux parties prenantes – Etat et syndicats notamment – dans la conduite des affaires et attend de l'Etat qu'il corrige les inégalités. Le libéralisme anglo-saxon, lui, met l'accent sur la responsabilité de chacun – y compris dans la richesse ou la misère - et sur la liberté de circulation des hommes, des biens et des capitaux. Le contrôle de l'Etat sur les entreprises est faible dans les pays anglo-saxons, important en France, très fort en Russie ou en Chine, deux pays qui ne s'affichent pas comme capitalistes mais qui, de fait, le sont devenus.

Les rencontres d'Aix-en-Provence ont permis de dégager cinq constats dont certains sont inattendus.

1. Il n'y a pas de capitalisme sans valeurs

Ces valeurs sont diverses : le capitalisme n'a pas grandi dans un terreau unique qu'il soit religieux ou laïc. On peut en déterminer trois catégories :

- Les premières, dont la diversité doit être respectée parce qu'elles n'affectent pas les autres. Un bon exemple en est le poids de l'Etat dans le capital des entreprises.
- Les deuxièmes, dont les différences peuvent nuire aux autres. L'absence de transparence des entreprises et des marchés l'illustre bien.
- Les troisièmes que nous considérons comme des valeurs universelles avec lesquelles il n'est pas possible de transiger, par exemple le respect de la personne humaine et de l'environnement. Ces valeurs sont d'autant plus indispensables que le capitalisme, quelle que soit sa forme, est créateur d'inégalités, particulièrement élevées aujourd'hui. Dans les sociétés démocratiques, le processus politique fondé sur des valeurs partagées permet de déterminer le degré acceptable d'inégalités et donc le niveau de la protection sociale. Ceci n'est pas le cas ailleurs.

2. Les formes de capitalismes sont diverses.

Elles mutent dans des directions que personne n'avait anticipées. Contrairement aux attentes, le capitalisme de marché n'est pas devenu le seul modèle. Le capitalisme familial prospère, de l'Europe du Sud au Mexique. En Chine, en Russie, au Moyen-Orient naît un nouveau capitalisme d'Etat, financé par les excédents des paiements courants, qui jette son dévolu sur les entreprises européennes et américaines.

3. Les capitalismes devront coexister.

La coexistence des capitalismes est régie par des dynamiques complexes. Certes, il y a des forces de convergence, notamment sous la pression des marchés financiers. Mais, il y a aussi, évidemment, une concurrence entre capitalismes et une forme de sélection naturelle. Le modèle dominant ne sera pas forcément le plus efficace, ni le mieux accepté socialement.

4. La coexistence pacifique des capitalismes n'est pas garantie.

Parce que le progrès naît de la différence, parce que l'économie doit respecter la diversité des valeurs, parce que nous croyons au rôle positif de la concurrence, nous pensons que la diversité des capitalismes est une chance. Mais nous craignons que leur coexistence ne suscite des tensions croissantes et peut-être un jour ne déclenche des conflits. La première mondialisation, qui avait vu un développement sans précédent des échanges et du bien être, s'est brisée en 1914.

5. Il n'y a pas d'autorité supranationale pour organiser cette coexistence.

La gouvernance mondiale est aujourd'hui, on le sait, cruellement insuffisante. Dans nombre de domaines, comme l'environnement, la concurrence ou la propriété intellectuelle, il n'y a pas d'autorité globale. Et les institutions existantes – Fonds monétaire et Banque mondiale notamment - manquent de légitimité politique. Au total, il n'y a pas de règles du jeu communes aux différentes formes de capitalisme. Une entreprise chinoise peut lancer une OPA hostile avec de l'argent public ; en Europe, c'est presque impossible. L'Europe s'interdit de manipuler la valeur de sa monnaie, le Japon ou la Chine le font en utilisant leurs réserves de change, les Etats-Unis avec les déclarations de leurs dirigeants.

II. NOS PROPOSITIONS

Nous sommes confrontés à une situation totalement nouvelle qui comporte des menaces qui pourraient remettre en cause la survie même du capitalisme. C'est dans la volonté de les surmonter que nous faisons les propositions suivantes.

1. Viser une cohabitation harmonieuse des capitalismes et s'en donner les moyens

La seule chance pour éviter des tensions incontrôlables est d'essayer de concevoir et de faire respecter des règles du jeu communes au niveau mondial. L'objectif n'est pas de chercher la convergence vers un modèle unique mais d'organiser la cohabitation des capitalismes.

Proposition n°1 :

Créer un L 20 : les institutions internationales doivent être profondément réformées pour devenir plus légitimes et mieux intégrer les interactions entre les différentes dimensions de la politique économique. L'enceinte pertinente pour discuter des politiques économiques mondiales serait un « L-20 » prenant la forme d'une réunion régulière des Chefs d'Etat et de gouvernements des vingt grands pays développés et émergents. Sa feuille de route serait de double nature :

- réformer les organismes spécialisés tout en élargissant leur représentativité (FMI, Banque mondiale, BRI, OMC) et créer une nouvelle Organisation mondiale de l'environnement.
- définir un socle de règles communes minimales dans les domaines du droit des entreprises, de la concurrence, de la propriété intellectuelle des contrôles des capitaux avec une coordination des politiques monétaires et de change.

Proposition n°2 :

Faire respecter les règles du jeu. Aujourd'hui, chacun sait que ce n'est pas vraiment le cas. Il faut donc se donner des moyens véritables en créant une gamme de sanctions graduées, comme c'est le cas pour l'OMC, pour les pays qui ne respectent pas les règles sur l'ensemble des thèmes évoqués. Peut-être faut-il imaginer une organisation spécifique destinée à instruire et éventuellement sanctionner dans des processus adaptés, par la vigueur et la rapidité, à cette nouvelle mondialisation.

2. Défendre notre capitalisme en le réformant

Le Cercle des économistes pense qu'il faut défendre le modèle auquel nous croyons. Ce modèle c'est celui de l'Europe continentale : une économie de marché qui bénéficie de la stabilité des règles de droit, qui consulte et implique l'ensemble des parties-prenantes, et dont les conséquences les plus injustes sont corrigées par un système de redistribution efficace sans pour autant étouffer l'économie.

Proposition n°3 :

Mettre l'Europe au cœur de l'élaboration des normes mondiales. L'Europe dispose d'un corpus cohérent et commun de normes pour la régulation de l'ensemble des marchés. Il est temps qu'elle affirme ses positions dans les négociations mondiales portant tant sur les domaines financiers que comptables, environnementaux ou de protections des individus.

Proposition n°4 :

Mettre en œuvre des règles de réciprocité systématiques. S'il s'avère que la vision optimiste d'une régulation mondiale ne peut être mise œuvre, nous demandons que soient conçues, discutées et mises en œuvre des règles de réciprocité systématiques. Si nos partenaires ne respectent pas nos règles, et seulement dans ce cas, nous devons pouvoir nous protéger. Ceci peut passer, par exemple, par le blocage des participations majoritaires en provenance de pays qui, dans les secteurs concernés, n'appliquent pas de règle de réciprocité.

Il reste deux milliards d'êtres humains oubliés, pour qui le mot capitalisme n'a aucun sens. C'est le défi, en ce début du XXI^e siècle, de les y intégrer. Ceci signifie de les aider à asseoir une économie suffisante pour leurs besoins fondamentaux mais en même temps de créer les institutions nécessaires, là comme ailleurs, à l'émergence du capitalisme.

Les membres du cercle des économistes expriment leur attachement à la pluralité et à la diversité de l'information économique en France. Les débats de ces journées ont montré que le capitalisme avait plusieurs formes d'expression, il est sain et nécessaire que dans une économie de marché, ces différentes voix s'expriment.